

Lara Lalman¹

Droits des femmes en Europe : keep smiling !

Le film « *Keep Smiling*² » a été projeté le 25 novembre à l'Institut Cardijn dans le cadre de la journée pour l'élimination des violences envers les femmes. Ce film, choisi par le CEFA dans la programmation du Festival *Elles tournent*, cristallise la situation des femmes en Géorgie sous différents angles, en particulier la précarité et l'exploitation du rêve d'une vie meilleure qu'elle engendre chez ces femmes. Il interpelle aussi l'image sacrée de la mère détournée au profit de la marchandisation du corps des femmes. En effet, 10 mères s'affrontent lors d'un concours : le concours de la meilleure mère 2010 ! A la clé : 25000 dollars et un appartement, ce dont rêvent ces femmes pour leur famille, elles qui parfois sont seules avec leurs enfants, se retrouvent à vivre dans une seule pièce sans intimité, voire sans logement. Ce concours a réellement existé en Géorgie : la réalisatrice s'est basée sur les témoignages d'anciennes participantes.

Mary Collins, chargée de politique au Lobby européen des femmes³ (LEF), était l'invitée du débat à l'issue de la projection et nous a permis d'approfondir notre réflexion sur les multiples dénonciations faites par ce film à la fois tendre et violent.

La contradiction tout d'abord sur la mise en scène de ces femmes entre la mère représentant la nation avec le drapeau géorgien pour robe, et l'objet sexuel, objet de désir des hommes. Des hommes qui de leur côté, sont polarisés : tout puissants ou riches d'une part, faibles, instables et démissionnaires de l'autre.

Le rapport de force est inégal dès le départ entre ces femmes en grande précarité et ces hommes de pouvoir que sont l'animateur de télévision et le représentant politique. Et pourtant elles vont résister chacune à leur manière, et, même face à l'isolement de leur mise en concurrence, la solidarité va prendre le dessus. Le climax arrive sans doute lorsque leur statut, leur image de mère est mise à mal par l'exigence mercantile de se dénuder.

25 % de femmes sont considérées pauvres en Europe

Le Lobby européen des Femmes se pose en observatoire des droits des femmes européennes afin d'émettre revendications et cahiers des charges pour une Europe plus égalitaire⁴.

Premier constat qui est relevé par Mary Collins : la précarité touche ¼ des femmes. Les récentes mesures d'austérité contribuent à la dégradation de la situation des femmes ces dernières années et à creuser le fossé des inégalités. Entre autres, l'accès à l'emploi : la récurrence du temps partiel occasionne des conditions précaires comme l'acquisition d'un logement décent. L'écart salarial réel entre hommes et femmes dépasse les 16 %⁵ et aucun

¹ Chargée de projets au CEFA asbl

² Film géorgien de Rusudan Chkonia (2013)

³ ONG à Bruxelles, association de femmes des 28 états membres de l'Union européenne www.womenlobby.org

⁴ Women's Watch 2012-2013, une évaluation féministe des droits des femmes de l'égalité femmes-hommes dans 30 pays européens, voir <http://www.womenlobby.org/publications/rapports/article/women-s-watch-2012-2013?lang=fr>

⁵ Women's Watch 2012-2013, idem, p.8

pays n'est épargné. L'écart des pensions est de 39 % (calculé en général selon revenus du ménage)⁶. En Allemagne, l'écart des pensions atteint près de 60%. Autant dire que la pauvreté s'accroît en vieillissant.

Par ailleurs, lorsque les statistiques indiquent 25 millions d'enfants « menacés par la pauvreté ou par l'exclusion sociale »⁷, c'est autant de familles précaires qui sont derrière, le plus souvent des femmes dans le cas des familles monoparentales.

L'Union Européenne est très loin de l'égalité économique et sociale, mais aussi politique.

La représentation des femmes dans les instances politiques : une clé pour des sociétés plus justes ?

Pour Mary Collins, c'est une évidence : la participation active des femmes est une question de démocratie. Au parlement européen, la représentation féminine est de 33 %. Le Lobby a mené en 2009 la campagne 50/50⁸ dirigée vers les partis politiques et toutes les instances de pouvoir. Il est nécessaire de faire évoluer une masse critique pour construire une société équitable, équilibrée.

Un bémol néanmoins : l'émergence des femmes au sein de partis populistes, d'extrême droite. La parité ne suffit pas à fonder de réelles démocraties. Il est essentiel de soutenir un projet de société qui tende vers l'égalité : on ne peut pas se permettre de faire marche arrière et de balayer les droits fondamentaux.

Alors la parité, oui, mais les femmes votent-elles pour des femmes ? Les systèmes ne permettent pas forcément un véritable choix car encore faut-il qu'elles soient bien placées sur les listes électorales. Le LEF préconise, comme c'est déjà le cas en Belgique, un système de tirettes : alternance homme/femme sur une liste.

Il faut aussi rappeler que ces conditions ont été mises en place au 21^e siècle tandis que les femmes ont obtenu le droit de vote dans la plupart des pays au milieu du siècle dernier.

En Belgique, les deux sexes doivent être représentés parmi les trois premier.e.s candidat.e.s. Dans six pays existent des quotas, 60/40 pour le sexe sous-représenté, autrement dit les femmes. Certains partis préfèrent payer les amendes plutôt que de respecter les mesures contraignantes appliquées dans ces pays, pour ne pas faire basculer les habitudes. Aucun pays ne réserve une parité de sièges⁹.

Crainte récurrente dans l'opinion publique exprimée lors du débat : l'obligation n'amène-t-elle pas une forme de perversion ? Mais cela reviendrait à affirmer qu'il n'y a pas de femmes compétentes et que tous les hommes représentés seraient compétents alors même que dans les mentalités, les réticences persistent à la mesure de la ténacité des stéréotypes.

⁶ Ibid.

⁷ EAPN et Eurochild, *Vers le bien-être des enfants en Europe*, 2013

⁸ <http://www.5050democracy.eu/>

⁹ Women's Watch 2012-2013, idem, p.6

Entrer en politique en tant que femme signifie en faire plus qu'un homme ! Le lieu est en effet marqué par le modèle masculin et une femme doit s'y conformer pour réussir, alors qu'elle subira par ailleurs des allusions teintées de reproches quant au fait qu'elle ne remplit pas son rôle familial, à moins qu'elle arrive à séduire le public en se mettant en scène dans les médias comme à la fois *superwomen* et *supermaman*. Lors d'une interview, Isabelle Durant¹⁰ faisait remarquer que la question de la gestion des enfants était récurrente de la part des journalistes vis-à-vis des femmes politiques alors qu'il ne viendrait à l'idée de personne de la poser à un homme. Sans oublier toutes les anecdotes de propos sexistes, ou de commentaires sur leur physique ou leur tenue vestimentaire, tenus tant par les médias que par les hommes politiques, qui relèguent plus ou moins violemment, et souvent de manière indécente, les femmes politiques à leur assignation genrée : mère et objet de séduction.

Par ailleurs, pour remplir une liste électorale, on demande bien souvent qui veut, pas qui peut. Le quota doit rester un moyen et non une fin en soi. Il y a un travail de sensibilisation à faire pour changer fondamentalement certaines pratiques de remplissage des listes. Cette sensibilisation doit aussi se faire dans les médias, et dans l'éducation en général, pour ancrer dans les mentalités une confiance dans les capacités des filles.

La place prise par les femmes dans la sphère publique continue à évoquer dans les mentalités que cela se fait au détriment de la sphère privée, familiale. Ces deux sphères sont toujours mises en opposition malgré quelques incitants, et initiatives pour sortir de ce clivage. Ainsi, peu d'hommes prennent un congé parental, face aux barrières professionnelles, notamment celle de ne pas être pris au sérieux au travail. D'autre part, intégrer un métier traditionnellement féminin, peu valorisé comme le secteur du *care*, n'est pas toujours aisé en tant qu'homme vis-à-vis d'une équipe majoritairement féminine autant que vis-à-vis de son image extérieure. D'ailleurs, l'impact des stéréotypes est loin d'être négligeable sur un jeune qui doit choisir son orientation professionnelle en pleine crise identitaire à 18 ans.

L'enseignement, de l'école maternelle à l'université est à ce titre un miroir de l'échelle des valeurs au sein de notre société : plus on monte dans le niveau de scolarisation, plus les salaires sont importants, plus les hommes sont présents. La maternité est encore vue comme un problème. Les femmes sont encore discriminées après l'accouchement dans la culture des entreprises, ce qui génère une tendance chez les jeunes générations à ne plus avoir d'enfants : la pyramide démographique chute. Il y a un paradoxe avec l'injonction qu'une femme se doit d'avoir des enfants pour être heureuse, être mère pour être pleinement femme. Or c'est loin d'être soutenu collectivement lorsque l'on compare dans les différents pays européens les difficultés d'accès aux lieux d'accueil, une féminisation de la pauvreté qui s'exprime dans la monoparentalité et une résistance à un changement d'organisation pour permettre un équilibre des différentes sphères de vie. Le LEF défend une directive européenne concernant le congé parental qui prévoit un quota pour les pères afin qu'hommes et femmes puissent accéder à une vie équilibrée avec des enfants.

¹⁰ Députée européenne écolo

Parmi notre public, on rappelle comme piste égalitaire la revendication d'une allocation universelle¹¹, inconditionnelle, qui donnerait accès à un revenu pour tou.te.s et qui permettrait à chacun.e de choisir les sphères d'activités dans lesquelles ils ou elles souhaitent s'engager, et ainsi de trouver un équilibre épanouissant. Mais la peur est bien présente qu'une telle allocation permette aux chômeurs/ses de rester dans le creux ou à d'autres de « profiter du système » comme on l'entend couramment dans l'opinion publique. Les mesures mises en place comme la désormais célèbre « chasse aux chômeurs » ne confortent certes pas l'égalité des chances, ni l'autonomie de l'individu.e, ni la confiance en ses potentialités. Des études auraient été menées sur ce point pour prouver au contraire que les chômeurs/ses ne sont pas paresseux, mais qu'ils s'investissent d'une manière ou d'une autre dans la société. Même s'il s'agit d'activités qui ne génèrent pas de revenus, elles contribuent néanmoins à une plus value dans le vivre ensemble. L'allocation pourrait s'accompagner d'un droit de tirage pour des biens existants : eau, énergie, etc. afin de partager les ressources de manière équitable, de garantir le minimum pour une vie digne. Encore faut-il bien définir ce minimum, ainsi que ce qu'est une vie digne.

Solidarité dans la diversité

Atteindre l'égalité dépasse l'égalité économique entre les femmes et les hommes : il y a une égalité des chances à gagner à différents niveaux des politiques économiques, sociales, éducatives, de migration, ... pour que chacun.e ait accès à ses droits fondamentaux.

Concernant la situation des femmes dans l'Union européenne, comme dans le monde en général, la solidarité des femmes, entre femmes, reste un levier important, comme on le voit dans *Keep Smiling* où, contre toute attente, les femmes finissent par faire front commun contre l'oppression dont elles font l'objet. Et ce, pas seulement au niveau électoral, censé être un lieu démocratique. A ce titre et pour conclure, un lieu où s'exprime particulièrement cette solidarité dans la diversité à différents niveaux de pouvoir est le mouvement de la Marche Mondiale des Femmes, déjà au travail pour 2015¹².

¹¹ <http://www.allocation-universelle.be/> ou <http://www.allocationuniverselle.com/>

¹² <http://www.marchemondialesdesfemmes.be>